

Turquie-Silivri : Un procès politique géant, dans un contexte de plus en plus répressif

lundi 2 juillet 2012, par [Etienne Copeaux](#)

Le procès géant de Silivri, dit « *procès du KCK* » (*Koma Civakên Kurdistan - Union des Communautés du Kurdistan*) va débiter ce lundi 2 juillet, sous les yeux d'observateurs internationaux et de personnalités venues pour apporter leur soutien aux accusés. Pendant ce temps, et bien que le Premier ministre Erdoğan a reçu la députée kurde Leyla Zana pendant plus d'une heure, la politique d'intimidation continue, avec des rafles dans les milieux du syndicalisme.

Selon la députée BDP Sebahat Tuncel, « *Lors du procès KCK, ce n'est pas seulement l'avenir des Kurdes, c'est l'avenir de la démocratie en Turquie qui va se jouer* ». Tuncel a dénoncé les pressions qui se renforcent non seulement sur le BDP, mais aussi sur le Congrès démocratique des peuples (*Halkların Demokratik Kongresi, HDK*), sur les membres du Parti socialiste des opprimés (*Ezilenlerin Sosyalist Partisi, ESP*) ; il a tout particulièrement dénoncé l'arrestation du président du KESK (*syndicat de la fonction publique*) Lami Özgen (*voir plus loin*).

Le procès qui va s'ouvrir au tribunal de Silivri, dit « *procès KCK* », sera mené par le procureur Adnan Çimen qui a préparé l'acte d'accusation de 750 pages. Sur les 193 prévenus (*parmi lesquels Bûsra Eranlı et Ragıp Zarakolu*), 51 sont accusés de « *direction d'un mouvement terroriste* » ou de « *soutien à un mouvement terroriste* ».

Bûsra Eranlı encourt entre 15 et 22 ans de prison tandis qu'une peine de 7,5 à 15 ans de prison a été requise contre Ragıp Zarakolu, accusé de « *soutien conscient et volontaire à une organisation [terroriste] sans en être membre* ».

L'acte d'accusation commence par la longue liste des 193 accusés comportant pour chacun la filiation, le lieu de naissance, de résidence habituel, la mention éventuelle « *tutuklu* » (*en état d'arrestation - presque dans tous les cas*) et le lieu de détention, le nom des défenseurs, la date d'arrestation, de mise en examen et de détention, enfin le chef d'inculpation, presque invariablement « *participation à la direction d'un mouvement terroriste armé* », « *membre d'un mouvement terroriste armé* », « *actions de propagande en faveur d'un mouvement terroriste* ».

Cette liste permet une constatation d'évidence : 182 accusés sur 193 sont originaires des départements du sud-est, les départements à forte population kurde...

[Le texte complet \(en turc\) de l'acte d'accusation](#)

Une délégation du WTI pour soutenir Ayse Berktaç

Le procès de Silivri sera suivi par une délégation d'observateurs internationaux. Parmi eux, des membres du [Tribunal mondial sur l'Irak \(WTI\)](#) qui espèrent également rencontrer la traductrice Ayse Berktaç, détenue depuis octobre à la prison pour femmes de Bakırköy (*Istanbul*). Au cours d'une conférence de presse, les membres du WTI ont dénoncé la détention de plus de 8 000 (*huit mille*) personnes en Turquie sous prétexte de « *lutte contre le terrorisme* ». « *En réalité ces personnes ont été arrêtées en raison de*

leur soutien aux citoyens kurdes de Turquie, et de leurs activités en faveur de la démocratie. Ce sont des universitaires, des journalistes, des avocats, des étudiants, des élus, traducteurs et éditeurs », tous arrêtés dans le cadre de l' « opération KCK ». Le BDP paie un lourd tribut dans ces opérations.

La délégation du WTI a déclaré notamment : « Nous voulons attirer l'attention de l'opinion publique sur Ayse Berktaş, traductrice, chercheuse et militante pour la paix et la justice mondiales. (...) Ayse Berktaş a participé en 2003 à la création du Tribunal mondial sur l'Irak (WTI) et figurait parmi les personnes qui ont organisé [la session finale à Istanbul](#) en 2005. Nous savons qu'Ayşe Berktaş est une personne honorable et intègre. Elle n'est pas une terroriste, elle est une idéaliste qui se dévoue à la cause de la paix et de la démocratie. Si nous sommes à Istanbul, c'est pour témoigner de notre soutien à Ayşe Berktaş et à tous ceux et celles qui tentent, par des moyens démocratiques, de s'opposer à la solution choisie par l'Etat pour résoudre la question kurde, la violence, et qui sont pour cette raison accusés de terrorisme. »

« L' 'opération KCK' vise à faire peur aux militants de la démocratie, à faire taire l'opposition. (...) Alors qu'on désigne la Turquie comme un modèle pour le monde arabe, les arrestations et le procès qui commence sont une honte pour la Turquie. Nous demandons au gouvernement turc de renoncer à poursuivre les initiatives démocratiques qui soutiennent les revendications des citoyens kurdes de Turquie. Nous demandons que le gouvernement cesse de considérer l'engagement politique comme une 'activité terroriste'. Nous demandons la libération d'Ayşe Berktaş et de tous les prisonniers politiques détenus en Turquie. »

A Strasbourg, Ertugrul Kürkçü dresse le bilan de la répression

Ertugrul Kürkçü est membre de l'assemblée de la gauche européenne (Strasbourg), député de Mersin (BDP) ; il a pris la parole lors d'une conférence de presse à l'occasion de la 3^e session de l'Assemblée ordinaire des parlementaires du conseil de l'Europe.

Rappelant que ce 16 juin, [13 détenus sont morts lors d'une révolte à la prison d'Urfa](#), il évalue l'augmentation du nombre des détenus en Turquie à 250 % depuis que le parti AKP est au pouvoir (2002), sans augmentation de la capacité des prisons, alors que l'augmentation de la population au cours de la même période n'est que de 4,5 %. Le nombre de détenus est ainsi passé de 55 209 (2001) à 125 100, d'après les données du ministère de la justice.

A Urfa, la révolte est survenue parce que les détenus voulaient protester contre leurs conditions de détention : dans certaines cellules prévues pour trois personnes, on s'entasse jusqu'à 18. Les détenus ont mis le feu à leurs matelas, les gardiens ont tardé à prévenir les secours qui sont intervenus trop tard. Le drame d'Urfa a attiré l'attention mais ce n'est pas la seule révolte ; d'autres ont eu lieu à Antep, à Osmaniye, à Karaman. Des enfants détenus sont concernés. La prison d'Urfa est prévue pour 300 détenus, alors qu'on en compte presque 1000 actuellement.

Selon Kürkçü, 8 995 personnes sont détenues pour « activités terroristes » ; on compte parmi eux 9 députés élus régulièrement en 2011, 16 maires, 442 membres de conseils municipaux ou muhtar (administrateurs de villages ou de quartiers), environ 500 étudiants, 100 journalistes, en plus des personnalités connues (universitaires, éditeurs, écrivains).

Ainsi, selon une recherche opérée par Associated Press en septembre 2011, la Turquie emprisonne un tiers des personnes accusées de « terrorisme » dans le monde, depuis le 11 septembre 2001 : 12 897 personnes sur un total mondial de 35 117.

Rafle de syndicalistes

Mais alors que le procès de Silivri se prépare, l'intimidation des mouvements d'opposition continue. Le 25 juin, toujours dans le cadre de l'opération KCK, la police a effectué des descentes sur le siège central du

KESK (*Kamu Emekçileri Sendikaları Konfederasyonu, Confédération des syndicats de la fonction publique*) à Ankara, et sur les sections locales. Outre le président du KESK Lami Özgen, 65 syndicalistes ont été arrêtés, souvent à leur domicile, tôt le matin.

La rafle a touché également les syndicats affiliés à la confédération, notamment le syndicat des enseignants (*Eğitim-Sen*), le syndicat des employés des services sociaux et de santé, le syndicat des entreprises publiques du secteur de l'énergie et des mines.

Dès 17 heures, des manifestations de protestation ont eu lieu ; à Ankara où les manifestants ont marché de Kızılay jusqu'au ministère, en clamant : « *Nous ne nous soumettrons pas à l'AKP* », « *Envers et contre tout, le syndicalisme ! Envers et contre tout, le KESK !* ». Des députés du BDP étaient venus apporter leur soutien. A Istanbul, un défilé s'est déroulé de Tünel à la place de Taksim.

Au cours d'une conférence de presse, le secrétaire général du KESK İsmail Hakkı Tombul a rappelé que le 14 février déjà, 9 femmes syndicalistes du KESK avaient été arrêtées. Il a énuméré les causes des arrestations : la grève du 21 décembre, [les manifestations du 28 mars contre la loi dite 4+4+4 \(article en français\)](#) et les grèves qui ont eu lieu par la suite.

Tombul a souligné que les personnes arrêtées ont un point commun : la plupart sont Kurdes.

A la date du 29 juin, une grande partie des syndicalistes, dont Lami Özgen, ont été libérés. Mais quelles que soient les suites judiciaires de cette rafle, il est clair que la police cherche à intimider les opposants. Selon la députée d'Iğdir Pervin Buldan, « *La Turquie traverse une période anormale. Il faut la remettre dans le chemin de l'Etat de droit* ».

Sources : Agence bianet.org, 25-29 juin 2012

Compléments (en turc) sur cette information par ce lien : [KESK'e KCK Operasyonu](#)

Sources

Article original publié sur le blog d'Étienne Copeaux sous le titre : « *Silivri : Un procès politique géant, dans un contexte de plus en plus répressif* »